

À Air France comme ailleurs CONSTRUIRE LA RIPOSTE À LA POLITIQUE DES PATRONS ET DU GOUVERNEMENT

BULLETIN NPA DU SECTEUR AUTO DU PERCHE

29 OCTOBRE 2015

Dans quelques jours, la nouvelle ministre du travail annoncera les orientations pour la réforme du Code du travail. Pour Valls, il s'agirait de rendre moins complexe un Code devenu « *illisible* » et dont « *les protections seraient bien trop virtuelles* ». Reproche repris par Hollande quand il prétend que « *notre législation est devenue avec le temps illisible* ». Mais en fait, l'objectif est de détruire méthodiquement les acquis des salariés encore contenus dans le Code du travail, le « *fléau n°1 des patrons français* », selon le président du MEDEF.

Ce gouvernement au service des patrons, qui « *aime l'entreprise* », va donc s'attaquer au Code du travail comme il s'attaque au contrat de travail, aux inspecteurs du travail, aux conseils des prud'hommes ou aux institutions représentatives du personnel.

Le dialogue social, ça n'existe pas !

Hollande, Valls et Gattaz veulent frapper vite et fort. Le gouvernement prévoit un projet de loi début 2016 pour être voté avant l'été, après une phase de « *concertation approfondie* » menée par la ministre du travail ! L'objectif : « *réformer en profondeur notre Code du travail* » pour donner plus de place au « *dialogue social* », entreprise par entreprise... là où le rapport de force est le moins favorable aux salariés.

Or, dans ce « *dialogue* » entre patronat et syndicats, le seul gagnant est le patronat qui impose sans arrêt de nouvelles régressions aux travailleurs et à la population, pour satisfaire sa soif de profits et grossir les dividendes des actionnaires.

Comme on a encore pu le constater à l'occasion de l'accord sur les retraites complémentaires où Valls a vu « *une belle démonstration que le dialogue social est vivant* ». Pourtant, de notre côté, nous n'avons vu que trois syndicats accepter un gel des pensions pendant trois ans et le choix pour les futurs retraités entre une décote de 10% pendant deux à trois ans ou bien le report d'un an du départ à la retraite !

Se préparer à l'affrontement

Et dire que la semaine dernière, il s'est trouvé des syndicats de salariés pour oser participer à la « *conférence sociale* » du gouvernement, dont l'annonce principale a été, sans surprise, la

confirmation de cette « *réforme* » du Code du travail. Seuls la CGT et Solidaires ont refusé de s'y rendre, ce qui était bien la moindre des choses. Car il n'est pas possible de défendre nos droits sans rupture avec ce gouvernement, sans se préparer à l'affronter.

À Air France, en quelques heures, on a vu le « *dialogue social* » voler en éclats. Une cadre de l'entreprise l'a dit : « *on a tout accepté pour rien !* ». Et finalement, elle a bien résumé la situation : aucun sacrifice consenti sous la pression du chantage à l'emploi n'a permis de sauver des emplois. Au contraire, chaque concession faite au patronat est un encouragement à ce qu'il réclame encore et toujours davantage.



Toutes et tous solidaires des « voyous » d'Air France

Le 5 octobre, la chemise déchirée d'un DRH d'Air France fuyant la légitime colère des travailleurs est devenue le symbole de la résistance ouvrière à un plan de casse de l'emploi. C'est ce qui explique les milliers de témoignages de solidarité avec les 5 salariés d'Air France, mis en garde à vue comme des « *voyous* ». Mais pour que cela ne reste pas qu'un symbole, nous devons amplifier la mobilisation aux côtés de ceux et celles d'Air France.

D'abord le 2 décembre, jour de la comparution pour « *violences en réunion* » des 5 salariés/otages devant le Tribunal correctionnel de Bobigny. Puis pour créer le rapport de force nécessaire pour contraindre Air France à remballer son plan de licenciements.

Et enfin, pour obliger le gouvernement à renoncer à son projet de démolition du Code du travail, destiné à affaiblir le droit du travail au détriment des salariés. C'est bien à une riposte de l'ensemble du monde du travail qu'il s'agit maintenant de s'atteler.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



AIR FRANCE ... A NE PAS OUBLIER :

En fait, Air France va très bien : 85 millions de voyageurs, près de 90 % de taux de remplissage, le prix du carburant au plus bas ... et à côté de ça ce Juniac qui a touché au minimum 690 000 euros l'an dernier et les 10 plus hauts salaires qui ont augmenté de 19 % entre 2012 et 2014.

Air France/KLM, cinquième groupe mondial a augmenté ses profits, diminué sa dette de 2 milliards, réalisé plus de 2 milliards de nouveaux investissements ... pas mal pour une compagnie soi-disant en faillite virtuelle ! Mais ce n'est pas assez !

Il leur faut encore supprimer 2 900 emplois ! **Et le tout pour leurs profits ! Comme dans notre entreprise !** Alors, on a raison de penser qu'il vaut mieux perdre sa chemise que son emploi. Toute cette mascarade, la criminalisation des salariés, allant même jusqu'à la garde à vue, est inacceptable ! N'ayons pas peur d'affirmer que nous somme tous à leur côté.

SANS CULOTTES 1 / SANS CHEMISE 0

C'est tout un déballage médiatique et politique que nous avons eu à nous farcir après l'invasion du comité central d'entreprise par les salariés d'Air France. Lors de cette réunion, les patrons ont simplement informé le personnel de la compagnie que 2900 personnes allaient être licenciées. Mais ce n'est pas cela qui a provoqué un tollé parmi les gens du monde politique français et mondial.

Non, ils ont préféré défendre inconditionnellement les patrons et leur méthode. Mais il faut bien dire qu'hommes politiques et chefs d'entreprises sont cul et chemise ! Rien de nouveau sous le soleil : on défend toujours ses pairs ! Et pas un pour se préoccuper une seconde des 2900 personnes menacées de perdre leur emploi. Mais il vrai qu'entre une chemise et la vie de gens normaux, pour eux, il n'y a pas photo. Encore une preuve, s'il en fallait, qu'entre nous et eux, il y a un monde... Et deux classes !

NEGOCIATIONS AGIRC- ARRCO : UN AN DE PLUS A GRATTER !

Le Medef se frotte les mains : appuyé par ses syndicats-perroquets, il veut nous imposer le report du départ en retraite d'un an par rapport à l'âge du taux plein. Ca veut dire encore 10 % de moins les 3 premières années pour les 56 % d'entre nous qui ne sont plus au boulot dans les années avant la retraite, licenciés ou cassés, et aussi pour les femmes dont la pension est déjà en moyenne inférieure de 40 %.

Mais ce n'est pas tout : pour les jeunes, c'est une retraite encore plus basse programmée. Et l'arnaque continue : le Medef ne contribue que pour 5 % (300 millions pour eux, 5,7 milliards pour nous).

Et malgré cela, ils ne prétendent même pas équilibrer les régimes ARRCO et AGIRC. Ces mesures ne sont qu'un hors d'œuvre.... Il est temps de leur renverser tout leur repas infect sur leurs belles chemises blanches !

HOLLANDE EN GRECE LES VAUTOURS L'ACCOMPAGNENT

En juillet dernier, le gouvernement grec s'est incliné devant les injonctions des autorités européennes. Sans un mot pour les nouvelles mesures d'austérité exigées de Tsipras, Hollande s'était alors félicité d'avoir permis par

son action le maintien de la Grèce dans la zone euro (d'autres envisageaient sa sortie).

A Athènes, la semaine dernière, il était le premier chef d'Etat européen à s'y rendre depuis lors. Objectif : renforcer les liens avec la Grèce.

Ce qui signifie, en langage diplomatique, gagner des contrats pour les entreprises françaises. L'aide européenne à la Grèce est notamment conditionnée à un important programme de privatisations : autoroutes, fournisseurs d'électricité, de gaz et d'eau, complexes touristiques. D'où une cohorte de vautours - Vinci, Alstom, Suez Environnement, Eren Groupe (eau, énergie) – qui étaient du voyage.

LA RETRAITE A 63 ANS MINIMUM EN 2019 PLUS QU'UNE HYPOTHESE

CFDT, CFTC, et CFE-CGC s'apprêtent à signer avec le MEDEF, fin octobre, un accord qui instaure un système de « bonus-malus » sur les retraites complémentaires. A partir de 2019, avoir 62 ans et 41,5 années de cotisations ne suffira plus pour toucher la pension de retraite complémentaire à taux plein.

Il faudra travailler un an de plus, sinon la complémentaire sera amputée de 10% pendant trois ans. Selon la CGT, pour une retraite complémentaire moyenne des salariés « non cadres », cela ferait 1 100 € de perte au total. Si la mesure s'appliquait dès 2015, seuls les retraités vivant seuls avec moins de 900 € par mois seraient épargnés.

Le MEDEF se frotte les mains : les salariés vont être poussés à travailler plus longtemps : minimum 63 ans. Sans toucher à l'âge légal de départ (62 ans) ! Une belle entourloupe, saluée positivement par Manuel Valls.

LA REVOLTE PALESTINIENNE FACE A DES DECENNIES D'INJUSTICE

Depuis des années, la vie quotidienne des Palestiniens est devenue un enfer. Et les choses ne font que s'aggraver. Tulkarem, les camps de réfugiés, Naplouse, ... Toutes ces villes sont séparées et l'armée israélienne continue de procéder à des incursions, des arrestations, des contrôles... L'état d'Israël a le contrôle de la sécurité, mais aussi celui de l'eau, des puits, du niveau de la nappe phréatique. Les libertés des Palestiniens sont limitées, pas celles des colonies. De nombreuses ONG, et même le Haut commissariat des droits de l'homme de l'ONU, installés dans les territoires occupés depuis l'an dernier, rappellent sans cesse la détérioration de cette situation. C'est contre ces injustices que le peuple palestinien se révolte actuellement.

Son combat doit être soutenu.

LE FN, UN ENNEMI NATUREL DES TRAVAILLEURS

Le FN essaie désespérément de se faire passer pour un parti proche du peuple, défendant les plus pauvres. Mais ses pauvres, le FN les aime polis, gentils, dociles. Pas en révolte. Florian Philippot a traité les salariés d'Air France de voyous et tenté de minimiser leur arrestation chez eux au petit matin, en déclarant qu'ils n'avaient tout de même pas été molestés... chassez le naturel, il revient au galop !

**Si nos idées t' intéressent, n'hésite pas
à nous contacter : npa.perche@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63**